

## CONVENTION DE GESTION DE SERVICES NUMERIQUES COMMUNS

### Entre :

Le CCAS de BAILLARGUES représenté par son Président, habilité à signer la présente convention par délibération n°DLP2019-28 en date du 05 juillet 2019  
Ci-après dénommé : « le CCAS »

### D'une part

### Et :

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président Philippe Saurel, habilité à signer la présente convention par délibération 23 mai 2019,

Ci-après dénommé : « La Métropole »,

### D'autre part

### Préambule

Montpellier Méditerranée Métropole et l'ensemble de ces communes et plusieurs Centres Communaux d'Actions Sociale ont développé depuis de nombreuses années des outils partagés afin de répondre conjointement aux défis et aux opportunités qu'offrent la numérisation, la dématérialisation et l'informatisation des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics. Ces évolutions technologiques impactent à la fois leur fonctionnement interne, leurs échanges avec les tiers publics et privés, leurs relations avec les administrés.

L'ensemble des acteurs souhaite poursuivre cette coopération afin de disposer de services publics modernes et efficaces qui puissent offrir à leurs partenaires et à leurs administrés une réactivité et une sécurité informatique optimales. Cette mission d'intérêt général partagée, permet de développer une identité numérique métropolitaine et communale respectueuse de l'ensemble des libertés individuelles, conforme au règlement général pour la protection des données désormais en vigueur au sein de l'ensemble des états de l'Union Européenne.

Cette coopération entre personnes publiques s'inscrit dans les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du Code des Marchés Publics. Elle constitue une des actions majeures du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes, adopté le 13 décembre 2015 et mis à jour chaque année.

### Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention

La présente convention établie en application des articles L 5217-7 et L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales a pour objet de mettre en place des solutions communes au CCAS de BAILLARGUES et à la Métropole en matière :

- d'administration électronique
- de services en ligne aux usagers ;
- de dématérialisation des procédures de marchés publics en application des dispositions réglementaires et législatives en vigueur ;
- de mise à disposition publique des données numériques « open data »

- La plateforme d'e-administration partagée offre aux communes membres aux CCAS partenaires et à la Métropole un ensemble de services cohérents couvrant l'ensemble de la chaîne de dématérialisation administrative et comptable, à travers un portail sécurisé et unifié facilitant les échanges entre l'ensemble des parties à la présente convention et les services de l'Etat.

Elle concerne :

- la signature électronique et la transmission de l'ensemble des actes soumis au contrôle de légalité : décisions, arrêtés individuels et réglementaires, délibérations, contrats publics, documents budgétaires...
- la signature et la transmission au comptable public, des pièces comptables (bordereaux, titres, mandats ...) et les pièces justificatives (factures, paye, délibérations, pièces de passation et d'exécution des marchés publics...)
- la dématérialisation de l'envoi des convocations et la mise à disposition des documents aux élus à la fois dans le cadre des commissions d'examen des projets de délibération et au titre des obligations d'informations applicables aux conseils municipaux et métropolitains
- l'archivage électronique des actes

Ce service d'intérêt général est soumis aux principes d'adaptabilité du service public. Il est évolutif en fonction des obligations légales en vigueur en matière d'administration électronique.

- Les services numériques qui peuvent être mis en œuvre par les communes membres, les CCAS partenaires et la Métropole à destination de l'ensemble des administrés et usagers sont accessibles de manière indistincte depuis les sites communaux et intercommunaux et des CCAS partenaires. Chaque citoyen des 31 communes ou bénéficiaires des services des CCAS partenaires dispose d'un accès sécurisé et mutualisé au travers d'un compte qu'il doit créer lors sa première connexion.

Cette « identité numérique métropolitaine et communale » lui permet d'accéder aux télé-services de sa commune et à ceux de la Métropole grâce à la technologie de « la fédération d'identité ».

Le catalogue de télé-service pré-paramétré dont peuvent bénéficier les communes et les CCAS partenaires est disponible et mis à jour à l'adresse suivante : <https://catalogue.publik.love> .

Il comprend notamment :

- demande de copies d'acte de mariage
- demande des copies d'acte de naissance
- demande des copies d'acte de décès
- demande de copie de livret de famille
- demande d'intervention des services municipaux
- demande d'inscription en centre de vacances
- demande de stationnement pour un déménagement
- déclaration d'ouverture de chantier
- demande de rendez-vous avec un élu, ou des représentants des services municipaux
- formulaire de contact générique

Les communes et les CCAS partenaires peuvent prétendre à l'ensemble des services figurant dans le catalogue.

- Le portail d'accès aux procédures dématérialisées de commande publique regroupe à ce jour 30 municipalités, la Métropole et plusieurs CCAS. La solution informatique mise en œuvre en commun permet aux entreprises d'accéder à l'ensemble des avis d'appels publics à la concurrence et des dossiers de consultation des entreprises de l'ensemble

des partenaires associés à cette démarche tout en leur permettant de gérer la possibilité de personnaliser leurs pages d'accueil et leurs modalités d'échanges d'informations propres à chacun de leurs sites.

- Montpellier Méditerranée Métropole en association avec l'ensemble des communes et CCAS partenaires a développé un portail d'accès aux données ouvertes (Open Data). Le portail mis en œuvre dispose d'une page d'accueil qui permet d'identifier chaque commune et ccas partenaires.

Dans le cadre de la présente convention, le CCAS de BAILLARGUES, à l'instar des autres personnes publiques partenaires, dispose de sa propre charte graphique.

Le portail, ainsi que l'ensemble des solutions qu'il regroupe sont mis en œuvre sur la base d'une solution paramétrée, hébergée et mise à jour par les services de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les fiches descriptives de chacune des solutions informatiques objet de la présente convention figurent en annexe 1 ainsi qu'un tableau récapitulatif de celles mises en œuvre conjointement par le CCAS de BAILLARGUES et la Métropole.

## **Article 2: Missions incombant aux deux parties :**

### **• Concernant la plateforme d'e-administration :**

- La Métropole assure :
  - l'hébergement et la maintenance de la plateforme
  - le support technique et fonctionnel
  - la formation initiale des référents
- Le CCAS assure, au titre de ses propres besoins :
  - l'acquisition et le renouvellement des certificats de signature électronique nécessaires pour le parapheur électronique.
  - les paramétrages notamment au titre de la charte graphique
  - l'établissement de bordereaux de transmission adaptées
  - la formation des agents utilisateurs

### **• Concernant les services numériques aux usagers :**

- La Métropole assure :
  - l'hébergement et la maintenance de la plateforme informatique, avec garantie de bande passante
  - le paramétrage de la charte graphique et l'installation de la solution informatique dans la commune
  - l'assistance pour l'installation et la prise en main de la solution au sein de la commune (1 journée de formation pour le référent, 1 journée d'accompagnement)
  - l'intégration d'un seul nouveau formulaire non défini dans le catalogue. (paramétrage, intégration sur la plateforme, ....)

Toute intégration supplémentaire s'effectuera en application des dispositions financières de l'article 3.

  - le support technique et fonctionnel de maintenance pour l'ensemble des utilisateurs
- Le CCAS assure :
  - la rédaction de cadre-type de réponse
  - l'animation de sa plateforme
  - le maintien des liens avec les plateformes communales et intercommunales

- **Concernant le Portail de dématérialisation des procédures :**

- La Métropole assure :

- l'acquisition et la maintenance des 2 serveurs dédiés à la solution commune de dématérialisation
- l'hébergement et la sauvegarde des informations du système mutualisé de dématérialisation des marchés publics avec bande passante garantie
- la maintenance et la mise à jour du portail
- le paramétrage de la charte graphique, des messages de réponse et la mise en place de l'application
- l'assistance pour la mise en œuvre du système de dématérialisation
- une formation d'une journée des agents référents en charge de la plateforme
- l'archivage des offres et des dossiers sur des supports dédiés

- Le CCAS assure :

- la mise en place et l'éventuelle évolution de la charte graphique de son site
- la rédaction et la mise en ligne de documents types ou de messages types
- la mise en ligne des avis d'appels publics à la concurrence et des dossiers de consultation
- la gestion dématérialisée des procédures sur la plateforme
- l'archivage régulier des procédures à leur issue

- **Concernant la plateforme de mise à disposition des données numériques « Open Data » :**

- La Métropole assure :

- Acquisition et maintenance de serveurs dédiés à la solution mutualisée de plateforme Open Data.
- Hébergement et sauvegarde des informations du système mutualisé.
- Maintenance et mise à jour du portail.
- Paramétrage de la charte graphique.
- Assistance pour la mise en œuvre de la plateforme au sein de la commune.

Les agents responsables de la mise à jour des données ouvertes pourront bénéficier de formations proposées par Montpellier Méditerranée Métropole en rapport avec la plateforme.

Cette mise à disposition de données numériques publiques ouvertes participe au développement économique du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole et à l'amélioration des services publics relevant de sa compétence. Cette prestation est donc effectuée à titre gratuit pour le compte de la commune ou du CCAS

- Le CCAS assure : la mise à jour régulière des données sur la solution mutualisée de la plateforme Open Data mise en œuvre par Montpellier Méditerranée Métropole dans les conditions définies à l'article 2.

Les données ouvertes seront mises à disposition du public sur la plateforme Open Data, dans le cadre d'une licence d'utilisation jointe en annexe et approuvée par délibération du Conseil d'Administration du CCAS du 05 juillet 2019 n°DLP2019-28.

### **Article 3 : Les évolutions et adaptations des solutions informatiques :**

La Métropole assurera la mise en œuvre des évolutions globales des outils et plateformes informatiques communes, notamment concernant l'actualisation des versions ou les adaptations liées aux modifications du cadre légal.

Elle pourra aussi dans la limite de ses moyens humains et matériels, procéder à des adaptations, des évolutions, des formations dédiées, à la demande des communes ou des CCAS partenaires.

Le calendrier d'intervention, les moyens humains affectés, le volume d'intervention et le coût de cette prestation seront établis d'un commun accord par échange de mail entre la Métropole, la commune ou le CCAS partenaire, sur la base du bordereau de prix figurant en annexe 3 en fonction des 3 profils suivants : technicien/ chef de projets junior/ chef de projet senior.

#### **Article 4 : Dispositions financières :**

Les prestations mentionnées à l'article 2 ainsi qu'au 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 3 portant sur la mise en œuvre, la maintenance, les évolutions et les adaptations concernant l'ensemble des partenaires (communes, CCAS, partenaires) font l'objet d'un coût annuel forfaitaire établi pour chacune des applications mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> et décrite de manière détaillée en annexe 1.

La diffusion de données informatiques publiques participe au développement de l'écosystème numérique métropolitain.

La mise en œuvre, la maintenance et l'évolution de la plateforme Open Data ne fera l'objet d'aucune refacturation aux communes et CCAS partenaires au titre de la présente convention.

Les tableaux récapitulatifs de calcul des coûts figurent en annexe 2.

Ils sont établis pour chaque application sur la base d'un coût par habitant calculé comme suit :

#### **(PopComXPappli)/ ( PopTot-Part3M)**

Pop Com = population de la commune

Pappli= coût annuel global de l'appli (maintenance/ exploitation/ évolutions et adaptations globales/ amortissement des investissements)

PopTot =Total de la population des 31 communes

Part 3M= participation de la 3M à la mise en œuvre de ces services numériques communs correspondant à 80%du coût annuel global de l'application, tel que défini ci-dessus. Le coût annuel global est fixé pour toute la durée de la convention.

Le montant de la prestation globale annuelle établie en fonction de ces dispositions et du nombre d'application mis en œuvre par le CCAS partenaire, tel que récapitulé en annexe 1 s'élève à **42,43 €** et se décompose comme suit :

- Administration électronique : 26,52 €
- Dématérialisation des procédures de marchés publics : 15,91 €
- Services en ligne aux usagers : X

Ces montants figurant en annexe 2 sont susceptibles d'évoluer dans les conditions précisées à l'article 9 et pourront donner lieu, dans ce cadre, à l'établissement d'une nouvelle annexe 2.

Le montant forfaitaire des adaptations, évolutions ou formations dédiées, à la demande des communes et/ou CCAS est établi sur la base d'un bordereau des prix par type d'intervenants et journée ou demi-journée d'intervention, sur la base de l'accord mentionné à l'article 3 (voir annexe 3)

## **Article 5 : Modalités de facturation :**

Le montant global annuel établi en fonction des applications mises en œuvre par le CCAS fera l'objet d'un titre de recette établi et calculé par la Métropole. Il sera transmis au plus tard le 30 septembre de l'année en cours au CCAS via le logiciel CHORUS. Sauf contestation du montant du titre, objet d'un mail au plus tard 8 jours francs après sa réception, le montant de ce titre est réputé accepté. Le règlement par le CCAS devra intervenir dans les 30 jours à compter de la notification du titre initial et, le cas échéant, à compter de la notification du nouveau titre corrigé et accepté par les deux parties.

Le montant correspondant aux évolutions, adaptations ou formations dédiées est notifié sur la base de l'accord intervenu entre le CCAS et la Métropole, après constatation du service fait et accord des parties sur la qualité de la prestation effectuée. Le paiement par le CCAS devra intervenir au plus tard dans les 30 jours à compter de cette notification.

A défaut de respect de ces délais de paiement il sera fait application des taux d'intérêt moratoires en vigueur.

## **Article 6 : TVA applicable :**

Les coûts globaux annuels, par types d'applications, sont facturés net de taxe.

Les montants correspondants aux adaptations, aux évolutions ou formations dédiées seront facturés avec application de la TVA au taux normal.

## **Article 7 : Durée de la Convention :**

La présente convention est conclue pour la période 2019-2020-2021.

## **Article 8: Application du Règlement Général pour la Protection des Données :**

Les parties à la présente convention s'engagent à une application stricte des dispositions relatives à la protection des données personnelles qui leur seront transmises conformément à l'annexe 4.

## **Article 9: Modification de la convention**

### **Modification en application de la présente convention :**

Le CCAS partenaire pourra demander l'ajout ou la suppression, dans le périmètre des applications existantes figurant en annexe 1, d'une application telle que définie en annexe 1 et dont le coût global annuel par habitant pour chaque commune ou CCAS est fixé en annexe 2. Cette demande devra être adressée par courrier avec accusé de réception au moins 3 mois avant la fin de l'année en cours pour être applicable l'année suivante. Elle fera l'objet d'une lettre de réponse de la Métropole dans un délai d'un mois à compter de la réception du courrier du CCAS. Ce courrier avec accusé de réception précisera les nouvelles conditions financières et techniques de la convention de gestion des services communs entre le CCAS et la Métropole.

### **Nouvelles applications ou modification des conditions d'exécution de la convention :**

La mise en œuvre de nouvelles applications non définies dans la présente convention et ses annexes ainsi que toute modification des conditions de mise en œuvre de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant entre les 2 parties.

## **Article 10 : Résiliation de la convention :**

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties, au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ou au 1<sup>er</sup> janvier 2021. La demande de résiliation devra être notifiée à l'autre des parties, au plus tard le 30 septembre de l'année précédente par courrier avec accusé de réception.

## **Article 11: Règlement des litiges:**

En cas de difficultés portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention les parties s'engagent à régler leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant les contestations seront soumises au tribunal administratif de Montpellier.

**Fait à Montpellier, le**

**En 2 exemplaires**

**Pour le CCAS**

**Le Président  
Jean-Luc MEISSONNIER**

**Pour Montpellier Méditerranée  
Métropole,**

**Le Président  
Philippe Saurel**